

**MISSION D'ETUDES TECHNIQUES POUR UN DIAGNOSTIC
AMIANTE - PLOMB AVANT TRAVAUX**

Réhabilitation du commissariat de secteur Garges-lès-Gonesse (95)

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Cadre réservé à l'administration

Numéro de Marché :

Notifié le :

Titulaire :

Montant du marché : € TTC

Procédure de passation : marché à procédure adaptée.

Procédure de consultation passé en application de l'article L2123-1 et des articles R2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Acheteur : Le Préfet de Police ou son représentant – 1bis rue de Lutèce 75 195 Paris CEDEX 04

Adresse internet : <http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr>

Mois M0 (mois précédant le mois de remise des offres) : *Novembre 2025*

Codes CPV :

71335000-5 Etudes techniques

71600000-4 Services d'essais techniques, services d'analyses et services de conseil

90715000-2 Services de recherche de la pollution

90743000-7 Services liés à la pollution par des matières toxiques

Personne habilitée au sens de l'article R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique : Le Préfet de Police ou son représentant

Ordonnateur : Le Préfet de Police ou son représentant.

Référence de l'arrêté désignant le pouvoir adjudicateur signataire du marché : 2025-01304 du 12 octobre 2025.

Comptable assignataire des paiements : Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile de France et du département de Paris.

Adresse : Trésorier Payeur Général de la Région Ile de France - 16 rue Notre-Dame des victoires 75 002 PARIS

Imputation budgétaire : budget Etat de la préfecture de Police, *exercice 2025 et suivants*.

Durée de validité de l'offre : l'offre à une durée de validité de **cent quatre-vingts jours** (180 jours) à compter de la date limite de réception des offres.

TABLE DES MATIERES

1.	IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS.....	4
1.1	ACHETEUR – MAITRE D’OUVRAGE.....	4
1.2	TITULAIRE	4
1.3	COTRAITANT	5
1.3.1	COTRAITANT N°1.....	5
1.3.2	COTRAITANT N°2.....	6
2.	OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
2.1	OBJET DU MARCHE	6
2.2	CONTEXTE DE LA MISSION	7
2.3	DESCRIPTION DU BATIMENT	7
2.3.1	Commissariat – secteur Garges-lès-Gonesse.....	7
2.3.2	Occupation du bâtiment	7
2.4	PROGRAMME SOMMAIRE DE TRAVAUX.....	7
2.5	DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
3.	FORME DU MARCHE	9
3.1	MODE DE DEVOLUTION.....	9
3.2	TRANCHES OPTIONNELLES	9
3.3	VARIANTES.....	9
4.	CONTENU DES PRIX.....	10
4.1	NATURE DES PRIX.....	10
4.2	OFFRE DE PRIX.....	10
4.3	REPARTITION DES MONTANTS ET INDIVIDUALISATION DES PAIEMENTS EN CAS DE GROUPEMENT	11
5.	EXECUTION DU MARCHE	11
5.1	CONTENU DES PRESTATIONS.....	11
5.1.1	Description du phasage et livrables de la mission	11
5.1.2	Plans de la zone de travaux considérée.....	12
5.2	ACCES AU SITE	13
5.2.1	ACCES DES INTERVENANTS ET PORT DES CARTES D’ACCES	13
5.2.2	CONTRAINTES EN SITE OCCUPE	13
5.3	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	13
5.3.1	LIVRE I : AMIANTE.....	13
5.3.2	LIVRE II : PLOMB	17
5.4	DUREE DU MARCHE ET DELAIS D’EXECUTION.....	19
5.4.1	DUREE DU MARCHE.....	19
5.4.2	DELAIS D’EXECUTION DES MISSIONS.....	19
5.5	ARRET DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	20
5.6	ACHEVEMENT DE LA MISSION	20
5.7	LIEU D’EXECUTION	21
5.8	MARCHE SIMILAIRE.....	21
6.	MODALITE D’EXECUTION DU MARCHE	21
6.1	REPRESENTANT DU TITULAIRE	21
6.2	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	22
6.3	CLAUSES DE REEXAMEN	22
7.	PENALITES.....	22
7.1	PENALITES DE RETARD	23

7.2	PENALITE POUR DEFAUT DE CONFORMITE DU MARCHE	23
7.3	PENALITE EN CAS D'ABSENCE A UNE REUNION	23
7.4	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	23
7.5	PENALITES LIEES A DES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	23
8.	REGIME FINANCIER	24
8.1	AVANCE	24
8.2	VARIATION DES PRIX	24
8.3	MODALITES DE PAIEMENTS	24
8.3.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	24
8.3.2	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	24
8.3.3	MODE DE REGLEMENT	26
8.3.4	DELAI DE PAIEMENT	27
8.3.5	REPARTITION DES PAIEMENTS	27
8.4	NANTISSEMENT ET CESSION DU MARCHE	27
9.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	28
9.1	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE RELATIF AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES	28
9.2	PRIX DE LA CESSION DES DROITS	28
10.	DISPOSITIONS DIVERSES	28
10.1	SOUS-TRAITANCE	28
10.2	GARANTIE CONTRACTUELLE	28
10.3	ASSURANCES	28
10.4	STIPULATIONS DIVERSES	29
10.5	OBLIGATION DE VIGILANCE	29
10.6	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	30
10.7	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	31
10.8	RESILIATION	31
10.9	LITIGES ET CONTENTIEUX	32
11.	CONFIDENTIALITE	32
11.1	OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	32
11.2	CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	33
12.	MESURES DE SECURITE	34
13.	DEROGATIONS AU CCAG	34
14.	SIGNATURES	35
15.	NOTIFICATION	35
16.	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE	37

1. IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 ACHETEUR – MAITRE D'OUVRAGE

ETAT - Ministère de l'Intérieur

Préfecture de Police

Secrétariat Général pour l'Administration

Direction de l'immobilier et de l'environnement \ Sous-direction de la construction \ Bureau de la maîtrise d'ouvrage 2

Chargée d'affaire :

YANG Victoria

victoria.yang@interieur.gouv.fr

06.85.32.89.83.

1.2 TITULAIRE

Compléter un tableau par cocontractant : copier cette page, joindre les copies et indiquer le nombre de pages supplémentaires : __ .

Le signataire, le mandataire :

Nom et prénom :

Qualité du signataire :

Adresse professionnelle :

Téléphone : | | | . | | | . | | | . | | | . | | |

Télécopie : | | | . | | | . | | | . | | | . | | |

Courriel :

*agissant pour mon compte :

*agissant pour le compte de la
société :

(indiquer SA, SARL, etc.)

Raison sociale :

Domicilié à :

Téléphone : | | | . | | | . | | | . | | | . | | |

Courriel :

Dont le siège social est à :

Téléphone : | | | . | | | . | | | . | | | . | | |

N° Siret : | | | | | | | | | | | | | | | |

Code NAF/APE : | | | | | |

Compte ouvert au nom de : _____

Domiciliation : _____

Code banque : | | | | | |

Code guichet : | | | | | |

N° de compte : | | | | | | | | | | | | | | | |

Clé RIB : | | |

Signataire :

- ☐ Signant pour son propre compte
- ☐ Signant pour le compte de la société
- ☐ Agissant en tant que prestataire unique
- ☐ Agissant en tant que membre du groupement défini ci-après :
 - ☐ Solidaire
 - ☐ Conjoint

1.3 COTRAITANT

Compléter un tableau par cocontractant : copier cette page, joindre les copies et indiquer le nombre de pages supplémentaires : ____.

1.3.1 COTRAITANT N°1

Nom et prénom : _____

Qualité : _____

Adresse professionnelle : _____

Téléphone : |_|_|.|_|_|.|_|_|.|_|_|.|_|_|

Courriel : _____

*agissant pour mon compte : _____

*agissant pour le compte de la
société :
(indiquer SA, SARL, etc.) _____

Raison sociale : _____

Domicilié à : _____

Téléphone : |_|_|.|_|_|.|_|_|.|_|_|.|_|_|

Courriel : _____

Dont le siège social est à : _____

Téléphone : |_|_|.|_|_|.|_|_|.|_|_|.|_|_|

N° Siret : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Code NAF/APE : |_|_|_|_|_|_|

Compte ouvert au nom de : _____

Domiciliation : _____

Code banque : |_|_|_|_|_|_|

Code guichet : |_|_|_|_|_|_|

N° de compte : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Clé RIB : |_|_|_|

1.3.2 COTRAITANT N°2

Nom et prénom : _____

Qualité : _____

Adresse professionnelle : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

*agissant pour mon compte : _____

*agissant pour le compte de la
société :
(indiquer SA, SARL, etc.) _____

Raison sociale : _____

Domicilié à : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Dont le siège social est à : _____

Téléphone : _____

N° Siret : _____

Code NAF/APE : _____

Compte ouvert au nom de : _____

Domiciliation : _____

Code banque : |_|_|_|_|_|_|

Code guichet : |_|_|_|_|_|_|

N° de compte : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Clé RIB : |_|_|

2. OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché, régi par le présent AE-CCP, est un marché public de prestation intellectuelle relatif à la mission d'études techniques de diagnostic amiante, plomb avant travaux de l'opération de ***réhabilitation du commissariat de secteur Garges-lès-Gonesse (95)***.

Il est conclu entre :

- 1) La personne publique désignée à l'article 1.1 du présent document, dénommée « acheteur – maître d'ouvrage – MOA »,
- 2) Et le titulaire du marché désigné à l'article 1.2 du présent document, dénommé « titulaire – diagnostiqueur ».

2.2 CONTEXTE DE LA MISSION

Les diagnostics amiante précédents (effectués en 2024) sur la zone de travaux indiquent la présence d'amiante dans les enduits de cuvelage des zones de gardes à vues du commissariat. Des travaux de désamiantage ont été effectués à la suite de cette constatation en 2025. La prestation demandée a donc pour objectif de vérifier l'absence d'amiante, de plomb avant les travaux de réhabilitation détaillés par la suite à l'article 2.4 du présent AE-CCP.

Le contenu des prestations est détaillé à l'article 5.1 du présent marché.

2.3 DESCRIPTION DU BATIMENT

2.3.1 Commissariat – secteur Garges-lès-Gonesse

- Adresse : 1, Rue Jean François Chalgrin, 95140 Garges-lès-Gonesse
 - Cadastre : n° BA 16, 17, 18, 19 de 1 627 m² SDP
 - RE-FX Chorus : 138426/205807/3
 - PLU : UC – Zone des grandes résidences
 - Bâtiment construit en 1989 de forme trapèze du R+1 sur sous-sol
 - Immeuble non classé et non inscrit au titre des monuments historiques.
 - Emprise au sol : 400 m² SDP
 - **Composé de (surfaces de plancher approximatives) :**
 - Sous-sol : 317 m²
 - RDC : 325 m²
 - R+1 : 325 m²
 - **Total : 967 m²**
- Surface de plancher totale approximatives** = 967 m² (hors parking) + parking extérieur de 1000 m²

Les plans du commissariat seront fournis au titulaire du marché.

2.3.2 Occupation du bâtiment

Le bâtiment est constitué :

- D'un espace tertiaire situé au premier étage.
- D'un espace public et un espace sécurisé qui s'étendent du rez-de-chaussée au sous-sol du commissariat.
- D'un parking extérieur comprenant une dizaine de places, créé en 2010.

2.4 PROGRAMME SOMMAIRE DE TRAVAUX

L'objectif principal de l'opération est la réhabilitation et mise aux normes des espaces de gardes à vue du commissariat, ainsi que pallier les désordres constatés et éléments manquants actuels.

Les travaux sont prévus pour une restructuration et un réaménagement des locaux du RDC et sous-sol ainsi que la vérification de la portance du plancher de la salle archives au R+1. La construction d'un escalier extérieur est également envisagée.

Le contenu des prestations est détaillé à l'article 5.1 du présent marché.

2.5 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI applicable. En cas de contradiction ou de différence, les pièces prévalent par ordre de priorité décroissante.

Pièces particulières :

- Le présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) et ses annexes :

1. Décomposition du prix global et forfaitaire ;

En cas d'incohérence entre les annexes financières et les renseignements figurant à l'AE/CCP, ce dernier prévaut.

- L'ensemble des pièces contenues dans le dossier « cahier des charges » du DCE :
 - A. Les plans de niveaux du commissariat ;
 - B. Le Dossier Technique Amiante (DTA) 2017 ;
 - C. Le rapport de Diagnostic Amiante avant Travaux (DAT) 2024 ;
 - D. Le rapport de Diagnostic Amiante avant Travaux (DAT) 2025 ;
 - E. Le rapport final d'intervention AMIANTECH 2025.

En tout état de cause, en cas de contestation entre les pièces du cahier des charges énoncées au paragraphe ci-dessus, les dispositions les plus favorables à la maîtrise d'ouvrage s'appliquent.

- L'offre technique du titulaire, le cas échéant complété par les éléments apportés à l'issue des négociations.

Nota bene : en cas de négociation, les pièces contractuelles sont celles fournies par le candidat attributaire à l'issue des négociations. Ce dernier ne pourra se prévaloir des pièces fournies avant négociation.

Pièces générales non fournies :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'arrêté du 30 septembre 2021 modifiant les cahiers des clauses administratives générales des marchés publics ;
- Normes NF X 43-050 (Juillet 2021), qualité de l'air – Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission – Méthode indirecte ;
- Norme XP X 43-269, qualité de l'air, air des lieux de travail – Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META – Comptage par MOCP ;
- Norme NF X 46-020, repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Norme NF X 46-010, traitement de l'amiante – référentiel technique pour la certification des entreprises – Exigences générales ;
- Norme NF EN ISO 16000-7, stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air et son guide d'application (GA X 46-033) ;

- Norme NF X46-030, relative au diagnostic plomb – protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb ;
- NF X 46-035 relative à la recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction ;
- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du Code de la commande publique, Code du travail, du Code de la santé publique, du Code de la construction et de l'habitation, de l'inspection du travail, de la CRAMIF et de l'OPPBT ; les normes homologuées en France (NF et EN), les cahiers DTU (cahiers des charges, cahiers des clauses techniques, cahiers des clauses spéciales, y compris additifs, etc.), les règles de calcul DTU, les avis techniques et cahiers du CSTB en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives, réglementaires et normatives au regard de la mission qui lui est confiée (objet du présent marché) et accepter sans restriction, ni réserve, l'ensemble des dispositions contenues dans les pièces du marché.

Ces textes sont ceux en vigueur lors du mois M0 tel que défini dans le présent acte d'engagement.

Pièces opposables au titulaire, l'inverse n'étant pas vrai :

A l'appui de son offre, le titulaire présente des documents qui constituent des engagements unilatéraux ou dispositions de sa part, à l'égard du maître d'ouvrage qui peut, par conséquent, exiger à tout moment leur strict respect.

En revanche, il ne lui confère aucun droit, de sorte que ce dernier ne peut s'en prévaloir d'une quelconque manière. Tout engagement unilatéral ou disposition prévue dans l'offre du titulaire et dont le pouvoir adjudicateur estime, de sa seule décision souveraine, quelle lui est moins favorable au regard des clauses et stipulations du cahier des charges, des documents particuliers et généraux du marché ne peut être sujette à réclamation.

Ces engagements unilatéraux et dispositions peuvent être notamment compris dans les documents suivants :

- L'offre technique du candidat (projet, note méthodologique, mémoire technique...);
- Les réponses apportées aux éventuelles demandes de précisions pendant la procédure.

Les originaux de ces documents, détenus par le maître d'ouvrage, font seul foi en cas de difficulté.

3. FORME DU MARCHE

3.1 MODE DE DEVOLUTION

Le marché n'est pas alloti.

3.2 TRANCHES OPTIONNELLES

Le marché ne comporte pas de tranche optionnelle.

3.3 VARIANTES

Le marché ne comporte pas de variante, ni à l'initiative de l'acheteur, ni à l'initiative du candidat.

4. CONTENU DES PRIX

4.1 NATURE DES PRIX

Les prix sont libellés en euros et sont réputés comprendre toutes les charges liées à l'exécution et les contraintes des prestations définies au cahier des charges, toutes charges du titulaire, y compris les frais généraux, les frais d'assurance, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents. Les prix doivent en outre assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur lors du fait générateur au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Les prix sont mentionnés au présent marché et repris dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

La stratégie d'échantillonnage relève de la responsabilité du titulaire au regard de l'objet du marché et du programme sommaire de travaux. Il devra prévoir, dans son offre de prix, le nombre suffisant de prélèvements, d'analyses, et de moyens humains et matériels nécessaires à l'accomplissement de sa mission, ainsi que tous les travaux nécessaires à la remise en état des surfaces suite aux prélèvements destructifs.

4.2 OFFRE DE PRIX

L'offre de prix, forfaitaire, exprimée en euros, ainsi que les taux proposés sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant le mois de remise des offres (mois M0).

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de la mission.

Le forfait de rémunération du titulaire pour la présente mission est réputé définitif.

Le montant forfaitaire définitif proposé est :

Montant par phase	Montant HT	Montant TTC
Documentation		
Diagnostic amiante avant travaux		
Diagnostic Plomb avant travaux		

Soit :

Montant global HT (€) : € HT

Taux TVA (%) : %

Montant TVA (€) : €

Montant TTC (€) : € TTC

Montant TTC (€) en toutes lettres : _____

Le mois M0 est le mois précédant la date de remise des offres tel qu'indiqué en première page du présent document.

La durée de validité de l'offre est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.
L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

4.3 REPARTITION DES MONTANTS ET INDIVIDUALISATION DES PAIEMENTS EN CAS DE GROUPEMENT

En cas de groupement conjoint, le prix est réparti entre les cotraitants de la façon suivante :

Répartition des paiements	Objet de la prestation	Part (%)	Montant € HT	Montant € TTC
Mandataire : _____	_____ _____	_____ —	_____ _____	_____ _____
Cotraitant 1 : _____	_____ _____	_____ —	_____ _____	_____ _____
Cotraitant 2 : _____	_____ _____	_____ —	_____ _____	_____ _____

5. EXECUTION DU MARCHÉ

5.1 CONTENU DES PRESTATIONS

5.1.1 Description du phasage et livrables de la mission

La mission découle des dispositions du Code de la Santé publique pour la protection de la population et des travailleurs. Elle a pour but de révéler la présence d'amiante et de plomb dans les matériaux susceptibles d'être impactés lors des travaux décrits à l'article 2.4 du présent document.

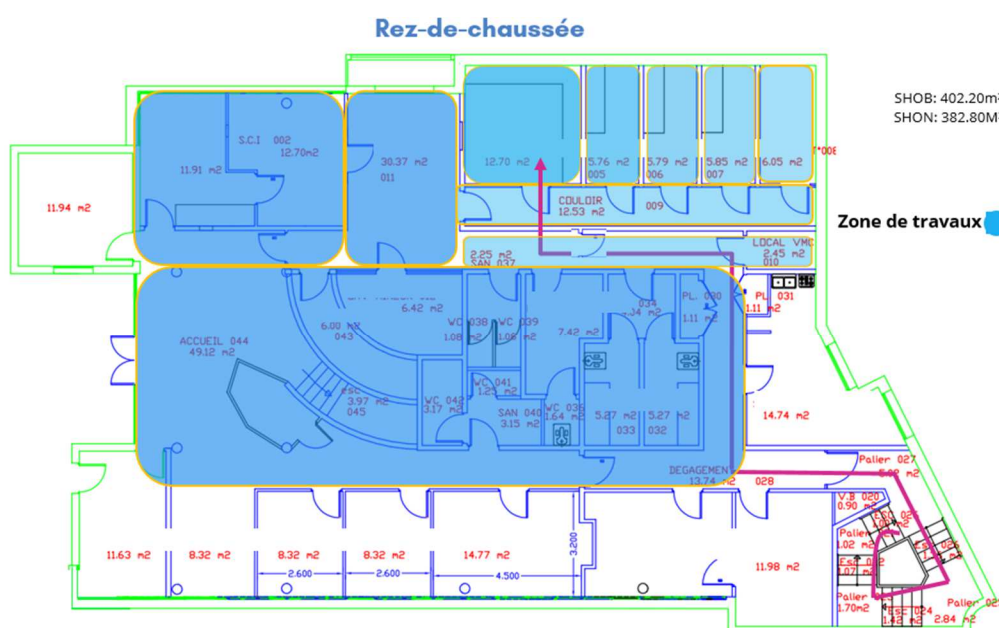
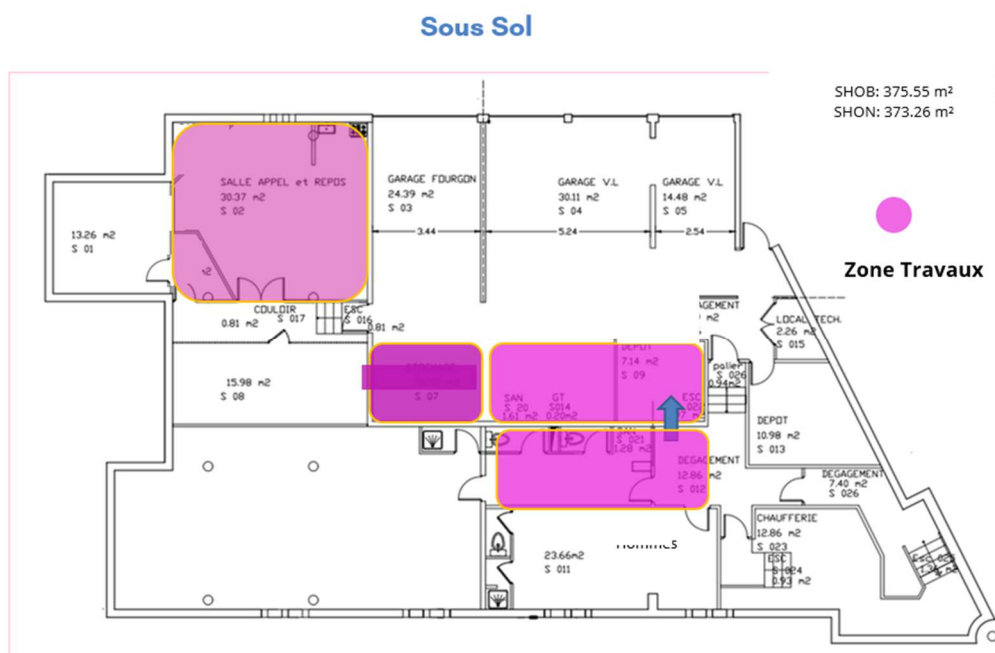
Cette mission vise à analyser et compléter les diagnostics déjà établis par rapport aux dernières normes en vigueur et aux investigations complémentaires à mener. Le diagnostic amiante plomb portera également sur les réseaux calorifugés de la zone de travaux concernée.

Elle porte notamment sur :

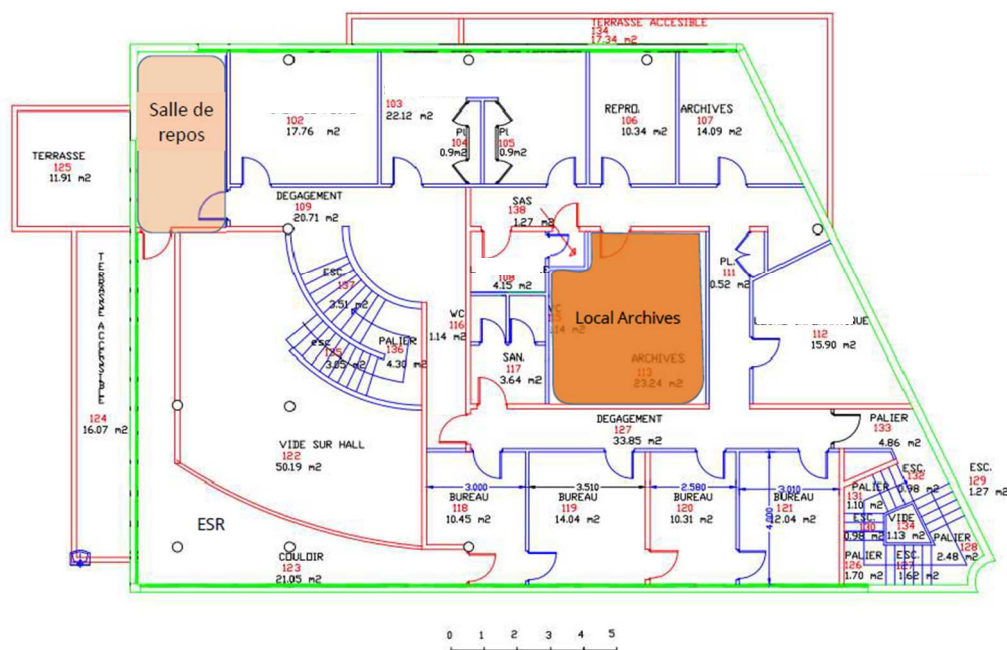
- 1) Une phase de documentation : effectuer l'analyse et le recollement des documents existants (DTA / DAAT / DOE désamiantage) par une mise à jour du DTA avec une proposition de stratégie d'échantillonnage complémentaire à la zone de travaux étudiée.
- 2) Le repérage des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante avant travaux :
 - o Préparation des interventions, élaboration du plan de prévention ;

- Intervention sur site : sondages, prélèvements et remise en état des supports ;
 - Analyse des prélèvements, élaboration et transmission des rapports ;
- 3) Repérage du plomb avant travaux :
- Préparation des interventions, élaboration du plan de prévention ;
 - Intervention sur site : sondages, prélèvements et remise en état des supports ;
 - Analyse des prélèvements, élaboration et transmission des rapports ;
- Liste non exhaustive. Détail dans le CCTP à l'article 5.3 du présent document.

5.1.2 Plans de la zone de travaux considérée



1er Etage : local archive



5.2 ACCES AU SITE

5.2.1 ACCES DES INTERVENANTS ET PORT DES CARTES D'ACCES

L'accès au site est restreint et devra suivre la procédure demandée par le commissariat. Les intervenants devront se munir d'une pièce d'identité et des moyens d'identification de leur appartenance à l'entreprise titulaire. Pour toute demande d'accès sur site, la MOA devra être informée au préalable.

5.2.2 CONTRAINTES EN SITE OCCUPE

Le diagnostic s'effectuera en site occupé. Le titulaire devra procéder à son intervention avec les mesures adaptées aux contraintes de site.

5.3 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

5.3.1 LIVRE I : AMIANTE

5.3.1.1 CONDITIONS D'INTERVENTION DU TITULAIRE

5.3.1.1.1 GENERALITES

Rappel sur les matériaux ciblés dans la liste de matériaux et produits de l'annexe A de la norme NF X 46- 020.

Liste A :

Les flocages, les calorifugeages et certains types de faux-plafonds, pouvant libérer des fibres d'amiante du seul fait de leur vieillissement.

Liste B :

Les matériaux tels que les plaques d'amiante-ciment, les dalles de sol en vinyle amiante ou les conduits de vides ordures, dans lesquels l'amiante est lié à un autre matériau solide, pour lesquels le risque de dispersion des fibres intervient notamment à l'occasion de travaux.

La liste B actuelle est une reprise de l'ancienne liste à laquelle ont été ajoutés des éléments extérieurs à rechercher : toitures, bardages, façades légères et conduits en toiture et façade.

Le repérage complémentaire des éléments de la liste B qui ne figuraient pas dans l'ancienne liste doit être effectué :

- Lors de la mise à jour du DTA ;
- Avant tous travaux impactant les matériaux de la liste B ;
- À l'occasion des prochaines évaluations de l'état de conservation des matériaux de la liste A ;
- Au plus tard dans les 9 ans à compter de la d'entrée en vigueur du décret du 3 juin 2011, soit avant le 3 juin 2020.

Liste C :

Les matériaux et produits contenant de l'amiante à repérer avant une démolition, étant rappelé que cette liste n'est pas exhaustive, comme rappelée à l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2013.

5.3.1.1.2 MODE OPERATOIRE

Le titulaire joint à son offre les modes opératoires tels que définis à l'article R4412-145 du Code du travail pour chaque processus susceptible d'être mis en œuvre lors de la mission.

5.3.1.1.3 CONTRAINTES D'INTERVENTION

Le service bénéficiaire se réserve le droit de définir des contraintes d'intervention. Le titulaire doit prendre en compte les différentes zones suivantes, sans que la liste soit exhaustive :

- Zones concernées par une activité et/ou passage permanent ;
- Zones de bureaux ;
- Zones en occupation 24/24h ;
- Zones extérieures (parking ouvert, toitures comprises) ;
- Zones techniques (chaufferies, vide sanitaire, locaux techniques CVC, sécurité incendie, machineries ascenseurs et monte-charges, ...) ;
- Zones sensibles et militaires
- Parkings couverts.

En fonction des contraintes d'intervention, le service bénéficiaire peut refuser l'accès à un site à une personne qui ne répondrait pas préalablement aux règles de sécurité ou aux conditions d'accès au site.

5.3.1.1.4 SECURITE

En application des articles R4512-6 et suivants du Code du travail, un plan de prévention doit être établi préalablement à la visite. Les risques étant propres à chaque site, le titulaire prend l'attache du conducteur d'opérations pour l'établissement du plan de prévention.

5.3.1.1.5 TRAVAIL EN HAUTEUR

Par dérogation à l'article 4.3.2 de la norme NF X 46-020, le titulaire doit disposer de tous les équipements nécessaires à la bonne exécution de sa mission. Cela inclut les moyens de levage spécifiques et appropriés pour accéder aux zones en hauteur standards (jusqu'à 3,50 mètres de hauteur). Le titulaire utilisera et mettra en œuvre ces équipements dans le cadre du plan de prévention.

Lors de la visite de reconnaissance, l'opérateur identifie les moyens d'accès particuliers qui lui sont nécessaires (plate-forme individuelle roulante/légère, échafaudage roulant, nacelles autoportées, etc.). Dans le cas où ils nécessitent une location auprès d'un tiers ou occasionne des frais de mise à disposition ou de manipulation, un devis est établi à la charge du bénéficiaire. Les frais ainsi générés doivent être inclus dans le montant de la prestation.

5.3.1.1.6 PROTECTION, RÉPARATION, REMISE EN ÉTAT ET NETTOYAGE DES INSTALLATIONS EXISTANTES

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour la protection des existants (bâchage des matériels sensibles, sas de sécurité, etc.).

Les éventuelles réparations remises en état ou ajouts de matériaux nécessaires suite à la réalisation d'investigations approfondies destructives sont à la charge du titulaire. Il a pour obligation de restituer les lieux ou matériels dans le même état de conservation avant son arrivée.

Le titulaire procède à la remise en place et au remontage des ouvrages ou parties d'ouvrage qu'il a lui-même déplacés ou démontés (hors parties endommagées lors des investigations destructives). Hors prélèvement destructifs préalablement autorisés par le service bénéficiaire, tous les dégâts ou interruptions de service qui peuvent résulter de la faute du titulaire sont réparés à ses propres frais.

À défaut d'exécution rapide de ces réparations et après mise en demeure restée sans effet, le service bénéficiaire peut les faire exécuter aux frais du titulaire. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour le nettoyage et l'évacuation des déchets qu'il a générés.

Le nettoyage est exécuté avec un aspirateur à filtre à « très haute efficacité » (THE). La zone d'intervention est stabilisée au moyen d'un produit permettant la fixation des fibres éventuellement résiduelles afin d'éviter toute propagation des poussières générés lors des sondages et prélèvements.

Les déchets liés à l'intervention (EPI, filtres polyane, etc.) sont de la responsabilité du titulaire. La prise en charge financière du traitement de ces déchets est incluse dans les prix de la mission.

5.3.1.2 PRESCRIPTION RELATIVES AUX REPÉRAGES

5.3.1.2.1 PRESCRIPTION COMMUNES AUX MISSION DE REPÉRAGES DES MPCA

La mission est conduite conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

La mission de repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA) comprend différentes étapes consécutives :

- Préparation de la mission de repérages ;
- Inspection visuelle ;
- Sondage ;
- Prélèvement ;
- Analyse des échantillons ;
- Rapport de repérages ;

- Complément de mission (le cas échéant).

Préparation de la mission de repérage

Le titulaire doit :

- S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant à l'étendue de sa mission.
- Examiner les rapports de mission de repérages ou diagnostics existants et déterminer les actions nécessaires pour assurer la cohérence de l'ensemble des recherches et le récolement des résultats.
- Effectuer une visite de reconnaissance préalable. Pour les repérages amiante avant travaux et repérages avant démolition, la visite de reconnaissance est effectuée suffisamment en amont de l'inspection visuelle afin de permettre au service bénéficiaire de préparer les moyens d'accès nécessaires ainsi que les investigations qui ne pourraient être réalisées par le titulaire par ses propres moyens.
- Pour les rapports de repérages avant travaux, analyser le programme détaillé des travaux fournis par le service bénéficiaire afin de déterminer le périmètre et le programme de repérage.

Cas particuliers des enrobés bitumineux

Dans le cas d'un repérage porté sur un enrobé bitumineux (voirie), les prélèvements et analyses effectués par le titulaire permettront de détecter la présence ou non d'amiante. Si l'analyse se révèle positive, le titulaire procédera à la recherche par analyse d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

5.3.1.2.2 REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX

L'objectif est entre autres de connaître la présence d'amiante dans les composants concernés par des travaux programmés. Le titulaire effectue les investigations nécessaires à l'établissement du rapport de repérage de l'amiante avant travaux, sur le périmètre des travaux projetés. La mission comprend, outre les éléments communs à l'ensemble des missions de repérages, les éléments suivants :

- Examen du programme détaillé des travaux remise par le service bénéficiaire ;
- Remise d'un programme de repérage pour information au service bénéficiaire ;
- La mise à jour du DTA, incluant la production d'une fiche récapitulative même en l'absence de nouveau matériau contenant de l'amiante.

5.3.1.3 PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE ET/OU AFFICHAGE DE PLAN PAR ZONE

L'objectif est de répondre aux préconisations définies par la circulaire du 28 juillet 2015 du ministère de la décentralisation et de la fonction publique, relative aux dispositions applicables en matière de prévention du risque d'exposition à l'amiante dans la fonction publique.

Cette circulaire prévoit la mise en place de dispositifs de prévention collective et individuelle, et notamment qu'une signalétique claire soit mise en place, sous la responsabilité du chef d'établissement, dans les zones et sur les matériaux contenant de l'amiante, de manière à éviter toute intervention malencontreuse due à l'absence ou à une mauvaise information.

Dans ce but, selon le choix du service bénéficiaire, le titulaire peut être chargé :

- De la fourniture et de la pose des pictogrammes auto-adhésifs sur toutes les parties d'ouvrages identifiées comme contenant de l'amiante, ou bien, pour les supports non

- adaptés à l'apposition de tels autocollants, à proximité immédiate de ces supports ;
- De la fourniture et la pose d'affichette (texte sans plan ni croquis) de repérage précisant la nature et la localisation des matériaux amiantés, lisibles depuis l'entrée du local. Le format, le contenu et le positionnement de l'affichette sont établis en concertation avec le service bénéficiaire ;
- De la conception et de la fourniture de plans plastifiés parfaitement lisibles (échelle 1/100 souhaitée) permettant l'identification et le positionnement des matériaux amiantés sur une zone définie (étage, partie d'étage, etc.) les plans sont établis en concertation avec le service bénéficiaire qui fournit les supports de plan à partir desquels le titulaire réalise la signalétique et en assure la pose. Le titulaire remet également les plans dématérialisés dans un format permettant leur modification ultérieure.

5.3.2 LIVRE II : PLOMB

5.3.2.1 REPERAGE DU PLOMB AVANT TRAVAUX

Conformément à l'article L4531-1 du Code du Travail, le maître d'ouvrage est tenu de réaliser une évaluation des risques et définir dès la phase de conception les moyens de préventions pour les travaux qu'il projette.

Des études ont démontré que le plomb se trouve dans des revêtements avec des concentrations significatives même pour des bâtiments dont le permis de construire a été délivré postérieurement à 1949.

Le risque d'exposition étant présent, le maître d'ouvrage est tenu de réaliser un diagnostic plomb avant travaux ou démolition.

Le diagnostic plomb avant travaux est relativement similaire aux préconisations requises dans le Repérage plomb avant travaux, à la différence où le repérage doit porter sur les revêtements mais aussi sur les matériaux susceptibles d'être en plomb, impactés par le programme de travaux.

5.3.2.1.1 Mission de repérage plomb avant travaux

La mission de repérage plomb avant travaux a pour but, en complément des dispositions prévues dans le CREP, de prendre en considération les points suivants :

- Seules les unités de diagnostics impactées par ces travaux font l'objet d'un repérage ;
- Identification des revêtements ainsi que les matériaux en plomb impactés par les futurs travaux ;
- Identification des locaux, zones, revêtements, matériaux et des unités de diagnostics en fonction de la nature et de la localisation des travaux à effectuer ;
- Il faut ajouter aux revêtements identifiés par le repérage plomb, les potentiels revêtements derrière les faïences ainsi que les matériaux contenant du plomb métalliques (canalisation d'eau, nappe isolante, revêtements d'étanchéité en plomb : tables, couvre-joints...) s'ils sont impactés par les travaux envisagés.

5.3.2.1.2 Rapport de repérage plomb avant travaux

À l'issue de ses études, le titulaire doit établir son rapport de mission et celui-ci comporte au minimum les informations suivantes :

- Les unités de diagnostic présentant du plomb doivent être clairement identifiables.

- Il conviendra de mettre en place un code couleur afin de présenter les concentrations entre [0,6 à 0,99 mg/cm²] et [>1 mg/cm²].
- Le titulaire de repérage n'a pas à se prononcer sur le niveau de risque que représentent les valeurs mesurées ou les constats visuels effectués.
- En effet, dans le cas de travaux, c'est aux entreprises intervenantes de choisir la technique d'intervention la moins polluante et de définir les mesures de prévention des risques et d'hygiène adaptées à chaque situation de travail face à la problématique plomb.

5.4 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

5.4.1 DUREE DU MARCHE

La durée globale du marché est fixée à **3 mois calendaires**.

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-PI, le marché court à compter de la date de démarrage figurant à l'ordre de service du marché.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, l'ajournement ou le rejet par le pouvoir adjudicateur des documents d'étude ne sont pas réputés proroger les délais maximums, sauf décision contraire expresse du pouvoir adjudicateur.

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

A titre indicatif, le démarrage de la mission est prévu pour **Janvier 2026**.

5.4.2 DELAIS D'EXECUTION DES MISSIONS

Le titulaire doit accomplir chacune des missions qui lui sont confiées par le présent marché dans le cadre des délais contractuels ci-après.

L'ensemble des délais ci-dessous sont : calendaires.

Documentation	
Analyse des documents communiqués par la maîtrise d'ouvrage	
Recollement des documents existants (DTA / DAAT / DOE désamiantage) : mise à jour DTA	7 jours <i>A compter de la notification de l'ordre de service</i>
Proposition de stratégie d'échantillonnage complémentaire à la zone de travaux étudiée	7 jours <i>A compter de la notification de l'ordre de service</i>
Diagnostic amiante avant travaux	
Repérage des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante	
- Préparation des interventions, élaboration du plan de prévention.	7 jours <i>A compter de la date fixée par le maître d'ouvrage</i>
- Intervention sur site : sondages, prélèvements et remise en état des supports - Etiquetage et/ou affichage des moyens de prévention (Proposition des éléments à afficher par zone)	7 jours <i>A compter de la date fixée par le maître d'ouvrage</i>

- Affichage sur site	48 heures <i>A compter de la validation des éléments à afficher par le maître d'ouvrage</i>
- Analyse des prélèvements, élaboration et transmission des rapports	2 semaines <i>Après la date des interventions sur site</i>
Diagnostic plomb avant travaux	
Repérage du plomb avant travaux	
- Préparation des interventions, élaboration du plan de prévention.	7 jours <i>A compter de la date fixée par le maître d'ouvrage</i>
- Intervention sur site : sondages, prélèvements et remise en état des supports	7 jours <i>A compter de la date fixée par le maître d'ouvrage</i>
- Analyse des prélèvements, élaboration et transmission des rapports	2 semaines <i>Après la date des interventions sur site</i>

5.5 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs phases techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces phases, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques de la mission. Celles-ci sont définies à l'article 5.1 du présent document.

La demande d'arrêt des prestations à l'initiative du titulaire ne peut donner droit à l'arrêt des prestations et doit être acceptée par le pouvoir adjudicateur, lequel peut ordonner la poursuite des prestations objet du marché.

5.6 ACHEVEMENT DE LA MISSION

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques de la mission.

Par précision apportée à l'article 22 du CCAG-PI, la demande d'arrêt des prestations à l'initiative du titulaire ne peut donner droit à l'arrêt des prestations et doit être acceptée par le pouvoir adjudicateur, lequel peut ordonner la poursuite des prestations objet du marché.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

Le cas échéant, la mission s'achève à la validation du dernier livrable par le maître d'ouvrage. L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le maître de l'ouvrage, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

5.7 LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations est :

**Commissariat de Garges-lès-Gonesse,
1 rue Jean-François Chalgrin, 95145 Garges-lès-Gonesse**

5.8 MARCHE SIMILAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut passer avec le titulaire un marché sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires, conformément aux dispositions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

6. MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 REPRESENTANT DU TITULAIRE

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une équipe de personnes compétentes, dont il transmet les profils au pouvoir adjudicateur et dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Les curriculum-vitae des personnels affectés à l'exécution de chaque élément de mission sont joints à l'offre technique du titulaire.

Le titulaire garantit que le personnel proposé dispose des connaissances et compétences nécessaires et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations. Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'affectation d'un même intervenant à l'exécution d'une prestation sur un même dossier est une condition déterminante de sa bonne exécution.

A ce titre, et sauf en cas de maladie ou accident de l'intervenant justifiant que le dossier soit pris en charge par un remplaçant d'expérience et de compétence au moins équivalentes, le titulaire assure la continuité de suivi d'un même dossier par un même intervenant. Dans le cas où un remplaçant s'avérerait nécessaire, les références de celui-ci seront soumises au pouvoir adjudicateur qui sera seul juge pour apprécier et valider cette candidature.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un interlocuteur unique ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du marché. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations.

Identification de l'interlocuteur unique :

	Nom, prénom	N° de téléphone	Mail
--	-------------	-----------------	------

Principal			
Suppléant			

En cas de changement d'un interlocuteur, le titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur au moins dix (10) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de cette modification ainsi que les profils et compétences du remplaçant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le remplaçant s'il estime que son profil n'est pas équivalent à celui de l'intervenant initial.

Dans ce cas, le titulaire doit présenter un remplaçant adéquat dans les cinq (5) jours ouvrés suivant le refus du pouvoir adjudicateur de telle sorte que le bon déroulement des actions engagées ne soit pas compromis.

Les éventuels coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire qui traite également les éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause, il appartient notamment au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité requis prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

6.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles formes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

6.3 CLAUSES DE REEXAMEN

Le présent marché ne comporte pas de clauses de réexamen.

7. PENALITES

Cet article déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG-PI.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations lors de l'établissement des états d'acomptes ou constituer un élément du décompte général.

Les pénalités peuvent être utilisées chaque mois de façon répétitive. Chaque pénalité peut être

appliquée au moment de la constatation du manquement ou au moment du décompte général du marché.

Il n'est pas prévu d'exonération de pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000,00 € HT pour l'ensemble des pénalités du présent marché. L'ensemble des pénalités s'entend net de taxes.

Sauf dérogation, les délais prévus sont calendaires et courent à compter du lendemain du délai échu. Si un délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

Toutes les pénalités sont non révisables.

Toutes les pénalités sont en jours calendaires.

7.1 PENALITES DE RETARD

En cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des prestations prévues au marché, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité applicable pour chaque retard à compter du dernier jour du délai maximum indiqué à l'article 5.3.2 de 100 € HT par jour de retard.

7.2 PENALITE POUR DEFAUT DE CONFORMITE DU MARCHE

Le montant de la pénalité pour non atteinte des objectifs (livrables, délais, moyens, résultats, respect des objectifs, etc.) prévus au présent marché est de 300 € HT (par manquement constaté).

7.3 PENALITE EN CAS D'ABSENCE A UNE REUNION

Le montant de la pénalité pour absence aux réunions de chantier et aux convocations du maître d'ouvrage, est fixé à 150 € HT forfaitaire par absence.

7.4 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Le titulaire informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat sans indemnité aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8824-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

7.5 PENALITES LIEES A DES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

- Attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail :

En cas de retard de production de document dans un délai de 8 jours à la demande du pouvoir adjudicateur, il est appliqué une pénalité de 100 € HT par jour de retard jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation du marché.

- Documents justifiant de la régularité d'un détachement de salarié :
En cas d'absence de production ou de production tardive des pièces justifiant de la régularité du détachement du salarié, il est appliqué une pénalité de 100 € HT par jour de retard à compter de la date effective du détachement.

8. REGIME FINANCIER

8.1 AVANCE

Il n'est versé aucune avance.

8.2 VARIATION DES PRIX

Les prix sont réputés fermes, non actualisable et non révisables.

8.3 MODALITES DE PAIEMENTS

Les prestations du contrat sont réglées par acomptes successifs.

8.3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

Le règlement des comptes est effectué conformément aux articles 11 et 12 du CCAG-PI suivant le constat du service fait par le maître d'ouvrage.

Pour chaque élément de mission, les prestations sont réglées conformément au détail de prix de l'annexe 1 et à la répartition suivante :

Soit :

- 80% de l'élément mission à la date de remise de l'ensemble des livrables ;
- 20% de l'élément de mission à la validation de cet élément par le pouvoir adjudicateur.

8.3.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Les demandes de paiement sont effectuées en application des stipulations de l'article 11 du CCAG-PI. Elles sont complétées par les stipulations décrites ci-après.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée ci-avant, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies.

8.3.2.1 État périodique

L'état périodique, établi par le titulaire, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

8.3.2.2 Projet de décompte périodique

Le titulaire envoie au maître de l'ouvrage, par voie dématérialisée, son projet de décompte périodique.

8.3.2.3 Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA, il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément au présent AE valant CCP.

8.3.2.4 Acomptes périodiques

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
- L'incidence de la TVA ;
- Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants ci-dessus augmentés éventuellement des intérêts moratoires dus au titulaire.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

8.3.2.5 Solde Décompte final

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final. Cette demande de paiement du solde est remise au maître d'ouvrage ou à son représentant, dans un délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement des travaux éventuellement renouvelée, laquelle peut être renouvelée unilatéralement par le pouvoir adjudicateur et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnités ou paiement partiel anticipé.

Le projet de décompte final comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché ;
- c) La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission; cette rémunération étant égale au poste (a) diminué du poste (b) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

8.3.2.6 Décompte général - État du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la variation des prix appliqués sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la TVA ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes (c), (d) et (e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser.

Cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire et ne peut être contesté une fois signé sans réserve.

8.3.3 MODE DE REGLEMENT

Le règlement des comptes est effectué conformément aux dispositions des articles 11 et 12 du CCAG-PI.

Pour le paiement des sous-traitants, il est fait application de l'article L.2193-10 du Code de la commande publique.

La gestion des paiements sera dématérialisée par le recours à une plateforme d'échanges que le maître d'ouvrage aura mise en place. Le recours à cette plateforme est obligatoire, sauf demande expresse du maître d'ouvrage de présenter des demandes de paiement sous une autre forme. Le non-respect de cette modalité de dépôt des demandes de paiement entraînera automatiquement leur rejet.

Les demandes de paiements devront être adressées par voie électronique avec accusé de réception au conducteur d'opérations, représentant du maître d'ouvrage.

Le titulaire présente ses factures par le biais de la plateforme Chorus Pro.

Ci-dessous les informations nécessaires à la dépose de sa facture sur Chorus Pro qui seront précisées lors de la commande :

- Identifiant collectivité
- Code service
- N° Engagement

Pour l'adresse de facturation :

PREFECTURE DE POLICE
Direction de l'Immobilier et de l'Environnement
1 bis rue de Lutèce
75195 PARIS Cedex 04

Si nécessaire un mode opératoire pour le dépôt des factures pourra être communiqué après la notification du marché.

Les factures sont établies par le titulaire en langue française et portent au moins les indications suivantes :

- L'identification du titulaire : raison sociale, adresse et SIRET ;
- La date d'émission de la facture et numéro de facture ;
- Le service bénéficiaire de la prestation service prescripteur ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation des prestations ;
- Le décompte des sommes dues ;
- La nature des prestations ;
- Le prix de base hors révision et hors taxes, le montant de la TVA et le montant TTC.

La date de réception de la facture par le maître d'ouvrage ne peut en aucun cas être antérieure au service fait.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

Un RIB conforme à celui indiqué lors de la notification est joint à l'envoi. En cas de changement de RIB en cours d'exécution du marché, celui-ci doit être transmis sans délai au maître d'ouvrage afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

8.3.4 DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$Im = M \times \frac{J}{365} \times TauxIm + F$$

Dans laquelle :

- Im : montant des intérêts moratoires
- M : montant TTC de la demande de paiement
- Taux Im : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : forfait de 40,00 € de frais de recouvrement

8.3.5 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire du marché et à ses sous-traitants (en cas de sous-traitance déclarée lors de la remise de l'offre) ;
- Le cas échéant, au titulaire mandataire du marché, ses cotraitants et leurs sous-traitants (en cas de sous-traitance déclarée lors de la remise de l'offre).

8.4 NANTISSEMENT ET CESSION DU MARCHE

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles L2191-8, R2191-45 à R2191-63 et R2193-20 du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en

unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant d'un marché.

9. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

9.1 REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE RELATIF AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES

En complément de l'article 33 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à informer l'acheteur, au fur et à mesure de l'exécution du marché, des connaissances antérieures mises en œuvre pour la réalisation de l'objet du marché et du régime des droits y afférent. Les droits afférents aux connaissances antérieures sont concédés dans les conditions de l'article 33.2 du CCAG-PI.

9.2 PRIX DE LA CESSION DES DROITS

La cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix forfaitaire prévu du marché.

10. DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage.

Le titulaire remet au maître d'ouvrage une déclaration de sous-traitance (formulaire DCA téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600,00 € TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

10.2 GARANTIE CONTRACTUELLE

Le délai de garantie est prévu conformément aux stipulations de l'article 30 du CCAG-PI.

10.3 ASSURANCES

Assurance à la charge du titulaire

Dans un délai de **15 jours** à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant

les responsabilités de l'article 1792, 1792-2 et 2270 du Code Civil. Il doit souscrire une police supplémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante. Le titulaire supporte toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.

Assurance de responsabilité civile

Le titulaire, et le cas échéant le sous-traitant, doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif.

Assurance de garantie décennale

Le titulaire doit être garanti par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil.

Assurance souscrite par l'acheteur

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une police « Dommages-ouvrages » et une police « Risques chantier ». Si le maître d'ouvrage souscrit une police « Dommages-ouvrages », le titulaire lui fournit les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

10.4 STIPULATIONS DIVERSES

Absence ou insuffisance de garantie

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées, par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître de l'ouvrage et, en toute hypothèse, les surprimes, qui en résultent éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit, sont intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui sont dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supporte toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

10.5 OBLIGATION DE VIGILANCE

Le titulaire remet :

- 1) Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés, et dans l'affirmative :
 - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
 - Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

- 2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et, dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
 - Sa date d'embauche ;
 - Sa nationalité ;
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- 3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
 - Le certificat social URSSAF ;
 - Une attestation fiscale ou de régularité sociale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).
- 4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
- 5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

10.6 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

10.7 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conforment au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conforme strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

En effet, les informations à caractère personnel demandées dans le document de consultation des entreprises sont obligatoires et leur absence compromettrait la candidature, qui deviendrait irrégulière.

Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires sont enregistrées dans un fichier informatisé par le maître d'ouvrage, au sein de la Direction de l'Immobilier et de l'Environnement et du bureau des marchés immobiliers de la préfecture de Police de Paris. Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises sont mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le maître d'ouvrage.

10.8 RESILIATION

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir.

Lorsque le maître d'ouvrage est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au prestataire les prestations à réaliser et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du contrat, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui pourrait éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu obtenir

de l'autre partie pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute notifiée au titulaire du marché, ce dernier doit prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

Résiliation pour motif d'intérêt général

A tout moment, l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Résiliation pour faute

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 32.1 du CCAG-PI. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

10.9 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis, pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché au :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

7, Rue de Jouy

75 181 PARIS cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

11. CONFIDENTIALITE

11.1 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

En application de l'article L.2132-1 de la partie législative du code de la commande publique, le titulaire s'engage à respecter strictement la confidentialité des documents mis à disposition par la personne publique. Le présent engagement de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Tous les documents fournis par la personne publique dans le cadre de la procédure de passation du marché, et ce de quelque nature qu'ils soient, restent la propriété de la personne publique. Les documents et informations de toute nature produits ou émis par la personne publique lors

de la procédure de passation sont réputés confidentiels et ne sauraient être divulgués à des tiers.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles et nécessaires afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En outre, par application de l'article L.2132-1 de la partie législative du code de la commande publique susvisée, le titulaire s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation ;
- Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par la personne publique à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre de la procédure ;
- Ne pas communiquer les documents, informations et fichiers transmis par la personne publique à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre de la procédure ;
- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par la personne publique à l'issue de la procédure de passation du marché en procédant à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- N'émettre aucune réserve sur le présent engagement de confidentialité.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations précédentes et à les faire respecter par son personnel ainsi qu'à ses cotraitants et ses sous-traitants, le cas échéant.

La personne publique se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

11.2 CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- Les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- Les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- Garantir leur confidentialité ;
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;

- Signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la cnil.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

12. MESURES DE SECURITE

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions particulières de sureté, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Il ne peut prétendre de ce chef, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont aussi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

13. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-PI sont les suivantes :

Article du présent AE-CCP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire – objet de la dérogation
2.4	4.1	<i>Documents contractuels</i>
5.3.1	13.1	<i>Début de l'exécution du marché</i>
	29.2.1	<i>Délai d'ajournement et de rejet de documents d'études</i>
7	14.1 et 14.1.3	<i>Pénalités pour retard</i>
8.3.3	11.7	<i>Modalités de paiements</i>

14. SIGNATURES

A _____, le |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_|

Le (ou les) candidat(s) : *représentant(s) habilité(s) pour signer le marché*

Cachet et signature

A _____, le |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_|

Le pouvoir adjudicateur :

Cachet et signature

15. NOTIFICATION

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »

A _____, le |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_|

Signature du titulaire

En cas d'envoi en recommandé avec accusé de réception postal ou électronique, l'avis de réception est annexé au présent document.

16. NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION – NE PAS COMPLETER

FORMULE D'ORIGINE :

Copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément à la loi n°81-1 du 2 Janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises en ce qui concerne (cocher la/les case(s) correspondante(s)) :

☐ La totalité du marché pour un montant de : _____ (TVA : ____ %),

Soit (en toutes lettres) : _____

Et devant être exécuté par l'entreprise _____

☐ La partie des prestations évaluées à : _____,

Soit (en toutes lettres) : _____

Et devant être exécuté par l'entreprise _____

En qualité de :

☐ Cotraitant

☐ Sous-traitant

A _____, le ____ / ____ / ____

Le pouvoir adjudicateur :

Cachet et signature